



Projet Gouvernance Participative des Systèmes Alimentaires

Sommaire du sondage 2020

Le projet Gouvernance Participative des Systèmes Alimentaires vise à identifier des approches efficaces, innovantes et collaboratives de gouvernance des systèmes alimentaires qui permettent de construire des systèmes alimentaires sains, équitables et durables. De plus, il vise à acquérir une compréhension plus approfondie des compromis, des limites et des paradoxes possibles associés à la participation active des organisations de la société civile dans les accords de gouvernance multipartites et collaboratifs. En se concentrant sur le Canada et les nations autochtones, et en établissant un parallèle avec des initiatives similaires en Australie et au Royaume-Uni, le projet de recherche analysera de manière critique l'histoire sociale, le contexte actuel et les possibilités futures pour la construction de systèmes alimentaires sains, équitables et durables.

L'enquête sur la Gouvernance Participative des Systèmes Alimentaires s'est déroulée en français et en anglais de novembre 2019 à mars 2020. L'enquête a été diffusée au moyen de listes de diffusion et envoyée directement à un ensemble d'organisations et de personnes connues de l'équipe de recherche. Nous avons reçu 57 réponses complètes en anglais et 12 réponses complètes en français. Les informations contenues dans ce sommaire d'enquête donnent un aperçu des données que nous avons recueillies.

La recherche fait partie d'un projet plus vaste sur la gouvernance des systèmes alimentaires mené par une équipe de chercheurs en partenariat avec le Réseau pour une alimentation durable, Plenty Canada, Réseau Communautés nourricières et Sustain Ontario : L'Alliance pour une alimentation et une agriculture saines. Cette recherche est financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Charles Z. Levkoe
Université Lakehead
clevkoe@lakeheadu.ca
(807) 356-7954

Patricia Ballamingie
Université Carleton
patricia.ballamingie@carleton.ca

Peter Andrée
Université Carleton
peterandree@cunet.carleton.ca

Amanda Wilson
Université Saint Paul
awilson@ustpaul.ca

Trudi Zundel
Université Carleton
trudizundel@cmail.carleton.ca

Nathalie McSween
Université Saint Paul et
Réseau Communautés Nourricières
info@fcn-rcn.ca

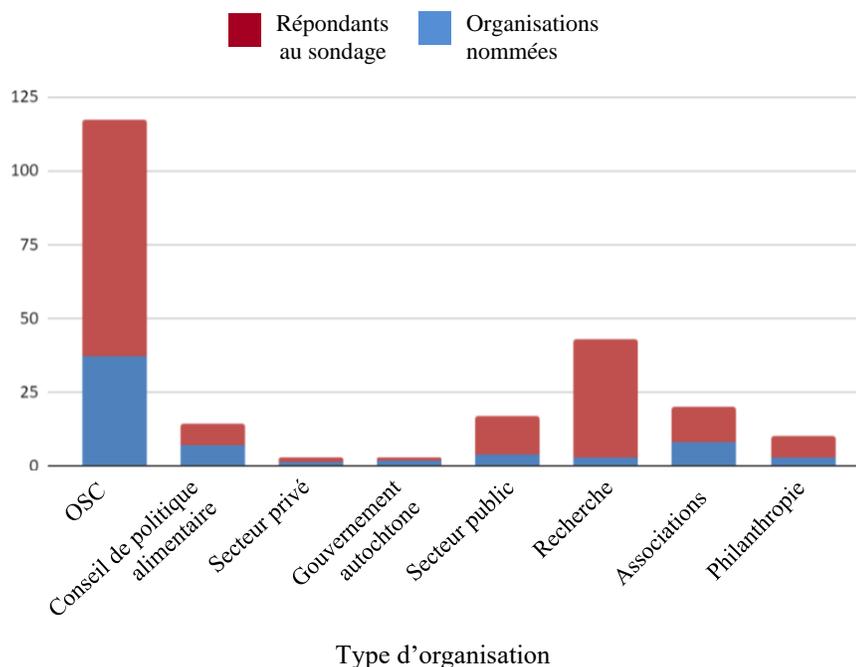
Site Web du projet: <https://foodsystems.lakeheadu.ca/participatory-food-governance/>

Organisations engagées dans la gouvernance des systèmes alimentaires

Les répondants au sondage devaient indiquer leur nom et les organisations avec lesquelles ils collaborent à différentes échelles. Les graphiques suivants montrent les organisations qui ont répondu à l'enquête (en bleu) et toutes les organisations qui ont été nommées par les répondants à l'enquête (en rouge). Ces informations donnent une vue d'ensemble d'un réseau émergent d'organisations impliquées dans des initiatives de gouvernance des systèmes alimentaires.

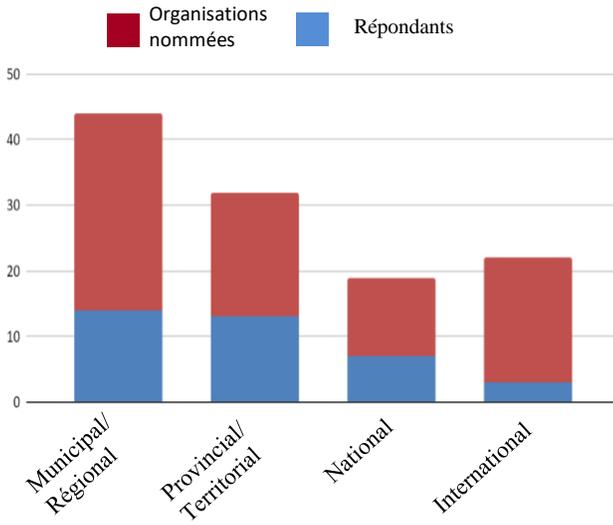
Sur la base des réponses de 69 organisations différentes, nous avons appris que la majorité d'entre elles proviennent d'organisations de la société civile et du secteur public. Pour les recherches futures, nous donnerons suite à cette enquête en organisant des discussions plus approfondies avec des organisations d'autres secteurs afin de recueillir un plus large éventail de perspectives sur les efforts de gouvernance alimentaire participative.

Répondants au sondage et organisations nommées (résumé)

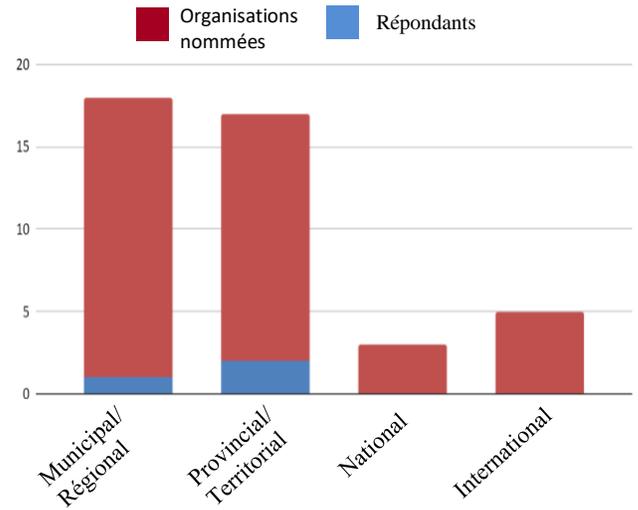


À la page suivante, nous présentons des graphiques plus détaillés de certains résultats d'enquête montrant qui est impliqué dans les initiatives de gouvernance des systèmes alimentaires à différentes échelles. Ces graphiques révèlent que la majorité des organisations de la société civile et des organisations du secteur public concentrent leurs efforts au niveau municipal/régional et au niveau provincial/territorial. Les résultats montrent également que les chercheurs et les associations ont tendance à concentrer leurs travaux aux niveaux provincial/territorial et national.

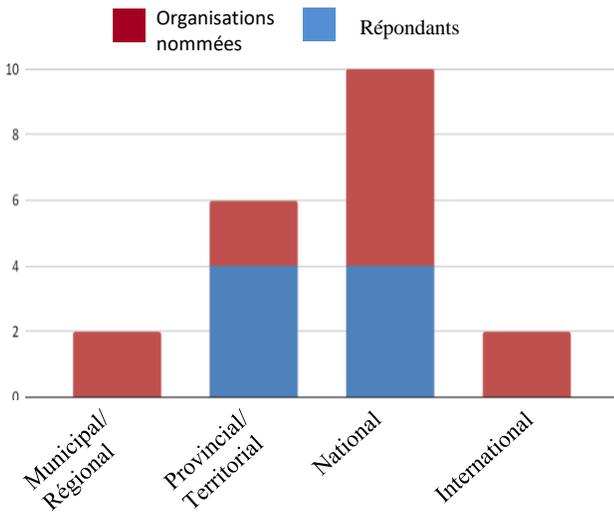
Organisations de la société civile



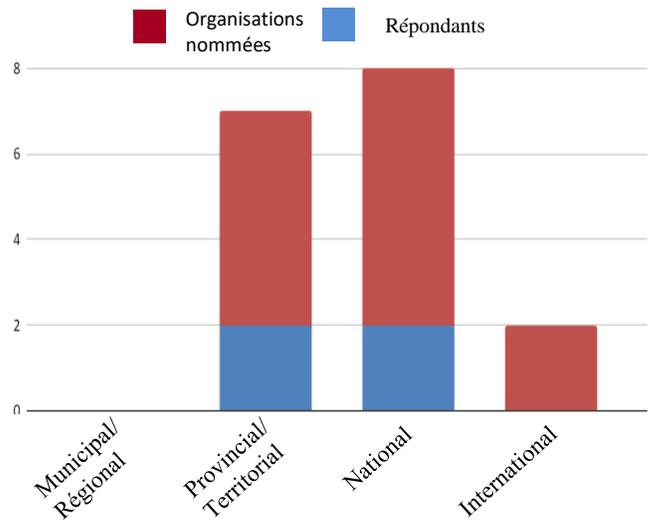
Secteur public



Associations



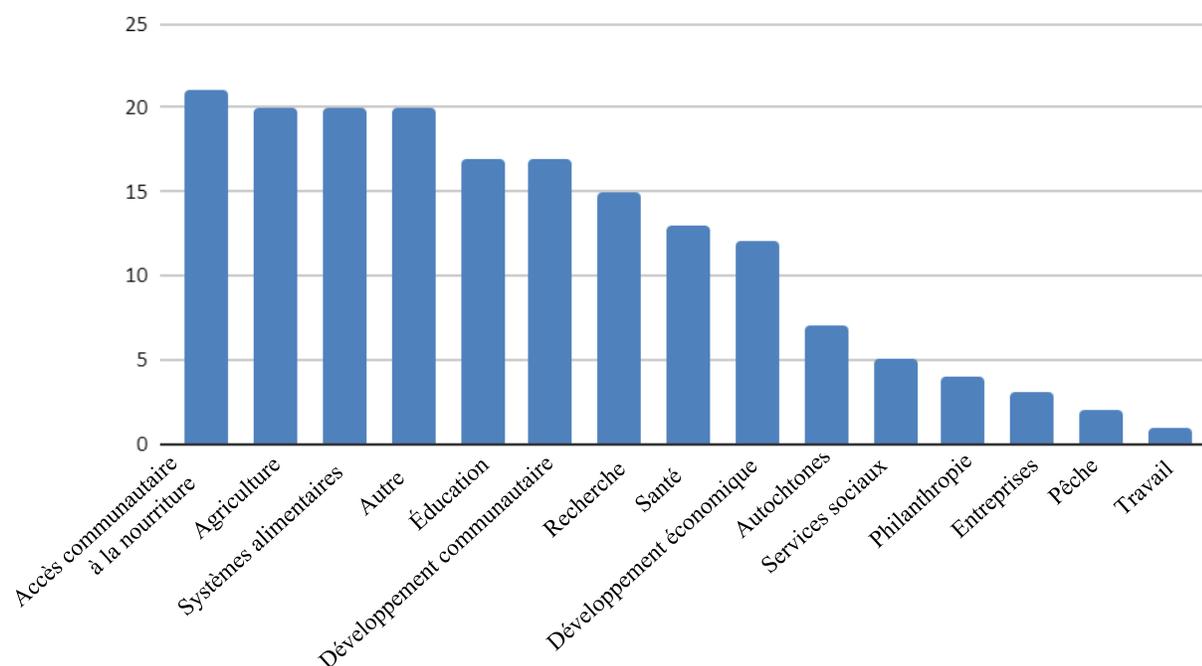
Recherche



Secteurs d'activité des organisations

Le graphique ci-dessous montre les réponses les plus courantes que les organisations impliquées dans la gouvernance des systèmes alimentaires ont identifiées comme étant leur principal secteur d'activité. Les secteurs d'activité les plus souvent mentionnés sont l'accès communautaire à la nourriture, l'agriculture et les systèmes alimentaires. Ces résultats montrent également des lacunes en ce qui concerne le rayonnement du réseau des répondants dans les secteurs de la main-d'œuvre, de la pêche et des entreprises privées. Lors d'entretiens de suivi, nous étudierons ces lacunes et nous chercherons à connaître les perspectives de ces autres secteurs.

Quel secteur décrit le mieux le principal travail de votre organisation?



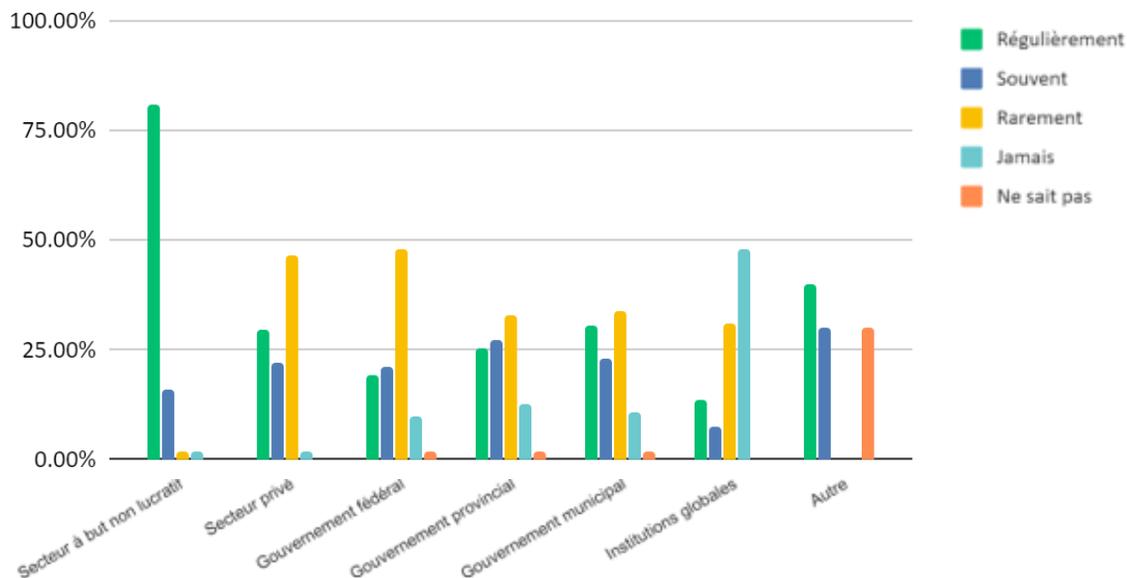
Vingt organisations n'ont pas trouvé leur principal secteur d'activité dans les options proposées par le sondage. Vous trouverez ci-dessous une liste des réponses ajoutées par les répondants qui ont choisi l'option "Autre" :

- Santé
- Alimentation scolaire
- Environnement
- Politique alimentaire municipale
- Coopératives
- Justice sociale
- Technologie

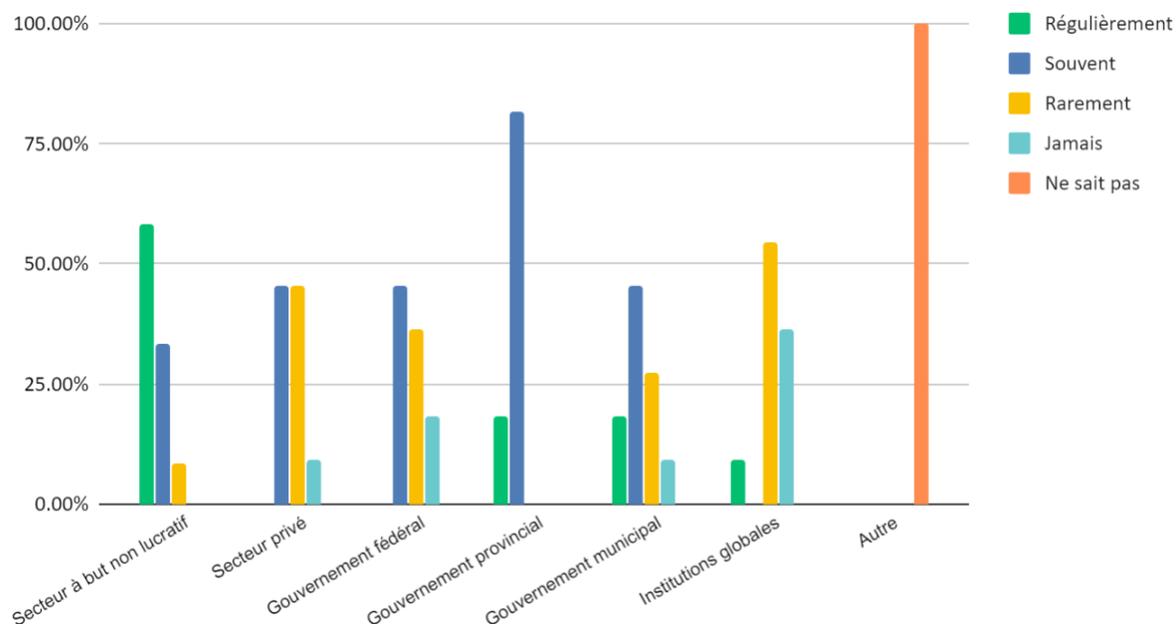
Contact entre les secteurs

Plus de 90% des répondants ont indiqué qu'ils avaient été en contact beaucoup plus fréquemment avec le secteur à but non lucratif en ce qui concerne la gouvernance des systèmes alimentaires. Les réponses concernant les contacts avec les gouvernements et le secteur privé ont été plus variées. Plus de 70 % des répondants n'ont que rarement ou jamais contacté des institutions travaillant à l'échelle mondiale.

Réponses en anglais



Réponses en français



Rôle de la société civile dans la gouvernance des systèmes alimentaires

Plus de 90 % des personnes interrogées pensent que les organisations de la société civile (OSC) et les mouvements sociaux devraient s'engager davantage dans la gouvernance des systèmes alimentaires au niveau national. Vous trouverez ci-dessous des avantages, des limites et d'autres préoccupations mentionnées par les personnes interrogées concernant l'engagement dans la gouvernance des systèmes alimentaires.

Over 90% of respondents thought that civil society organizations (CSOs) and social movements should be more engaged in national-level food systems governance. Below are some of the benefits, limitations and other issues that respondents raised about engagement in food systems governance.

Avantages de l'engagement des OSC dans la gouvernance des systèmes alimentaires:

- Les OSC sont prêtes à penser de manière plus créative et à proposer des solutions qu'elles savent acceptées sur le terrain.
- Les OSC sont habituées à travailler en collaboration pour obtenir l'adhésion, le soutien et, au final, de meilleurs résultats.
- Les mouvements sociaux sont les moteurs du changement : ils donnent aux communautés les plus proches des problèmes le pouvoir d'agir et peuvent en même temps susciter la volonté politique, la clarté et l'urgence d'agir nécessaires à d'autres échelles au sein des gouvernements et des marchés.
- Les OSC sont particulièrement bien placées pour établir des ponts entre les personnes les plus touchées par les problèmes et la sphère politique. Nous ne disposons souvent pas de soutien pour jouer ce rôle, mais il s'agit d'une fonction essentielle pour assurer le renforcement des capacités, la concertation et la recherche de solutions créatives.
- Les organisations de la société civile et les mouvements sociaux jouent un rôle essentiel dans le système alimentaire et représentent souvent des individus qui n'ont pas voix au chapitre.
- En matière de gouvernance des systèmes alimentaires, les solutions issues de la base qui s'appuient sur des savoirs locaux se prêtent mieux aux activités de lobbying qui misent sur la collaboration intersectorielle et les démarches axées sur le changement systémique.

Limites de l'engagement des OSC dans la gouvernance des systèmes alimentaires :

- Je ne comprends pas assez bien les enjeux.
- La gouvernance nationale des systèmes alimentaires et le travail sur les politiques semblent complexes. Il est difficile de savoir où/comment/qui devrait s'impliquer.

- Manque de capacité : la plupart d'entre nous sommes trop occupés ou sous-financés pour être en mesure de travailler à ce niveau - manque d'efforts concertés et de financement intégré pour assurer une représentation intersectorielle de la base au niveau national.
 - La plupart des organisations sont occupées à mener à bien leurs propres projets en cours; celles qui sont passionnées ou qui ont les ressources au niveau national ont plus d'influence.
- Les politiques gouvernementales sont souvent fortement influencées par des lobbyistes d'entreprise très influents qui font la promotion d'un modèle agricole d'exportation caractérisé par la monoculture et l'utilisation intensive de produits chimiques.
 - Les politiques au niveau national sont dictées par les entreprises et les considérations commerciales.
- Habituellement, seules les associations nationales sont représentées dans les instances de gouvernance du système alimentaire national et ces associations sont généralement composées principalement de grandes entreprises. Les organisations de la société civile, les mouvements sociaux et les petites entreprises ne sont pas représentés, mais constituent pourtant la majorité au pays.
- Les décisions sont prises en vase clos et favorisent certains gros joueurs aux dépens de la souveraineté alimentaire des communautés.
- Nous ne pouvons pas nous imposer, il faut être invité. Nous ne disposons pas de moyen d'engager un/des lobbyistes.
- Nous ne sommes pas reconnus à ce niveau, donc nous devons nous battre pour y participer et y être invités.

Autres commentaires concernant l'engagement des OSC dans la gouvernance des systèmes alimentaires :

- Dans le contexte canadien, il est prioritaire de répondre aux appels à l'action de la Commission Vérité et Réconciliation et de réaliser la souveraineté alimentaire des communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis.
- Le gouvernement municipal/local/régional brille souvent par son absence
- Les gouvernements doivent s'appuyer sur une science indépendante (et non sur des études soutenues par l'industrie) pour prendre des décisions éclairées et élaborer des politiques qui profiteront au bien commun, et non à quelques puissantes entreprises.
- Les échanges entre parties prenantes sont le seul moyen de stimuler l'innovation et le changement.
- Il doit y avoir une entente au niveau national en termes de gouvernance des systèmes alimentaires.
- La résolution de problèmes complexes nécessite des efforts collectifs et intersectoriels.

Initiatives en matière de gouvernance des systèmes alimentaires

46 répondants ont donné 104 exemples d'initiatives de gouvernance des systèmes alimentaires dans lesquelles ils étaient engagés. Ces initiatives étaient relativement bien réparties entre les niveaux : 31 initiatives étaient au niveau municipal, 25 au niveau provincial, et 36 au niveau national (cela inclut les initiatives qui ont été nommées plus d'une fois).

Ces réponses suggèrent que les répondants ont une conception large de la gouvernance. Les répondants ont énuméré certaines initiatives qui pourraient être considérées comme n'ayant qu'un lien tangentiel avec l'élaboration des politiques ou les conceptions traditionnelles de la gouvernance (telles que des initiatives d'éducation et de concertation). La plupart des initiatives de gouvernance énumérées entrent dans la catégorie de la consultation gouvernementale ou du plaidoyer.

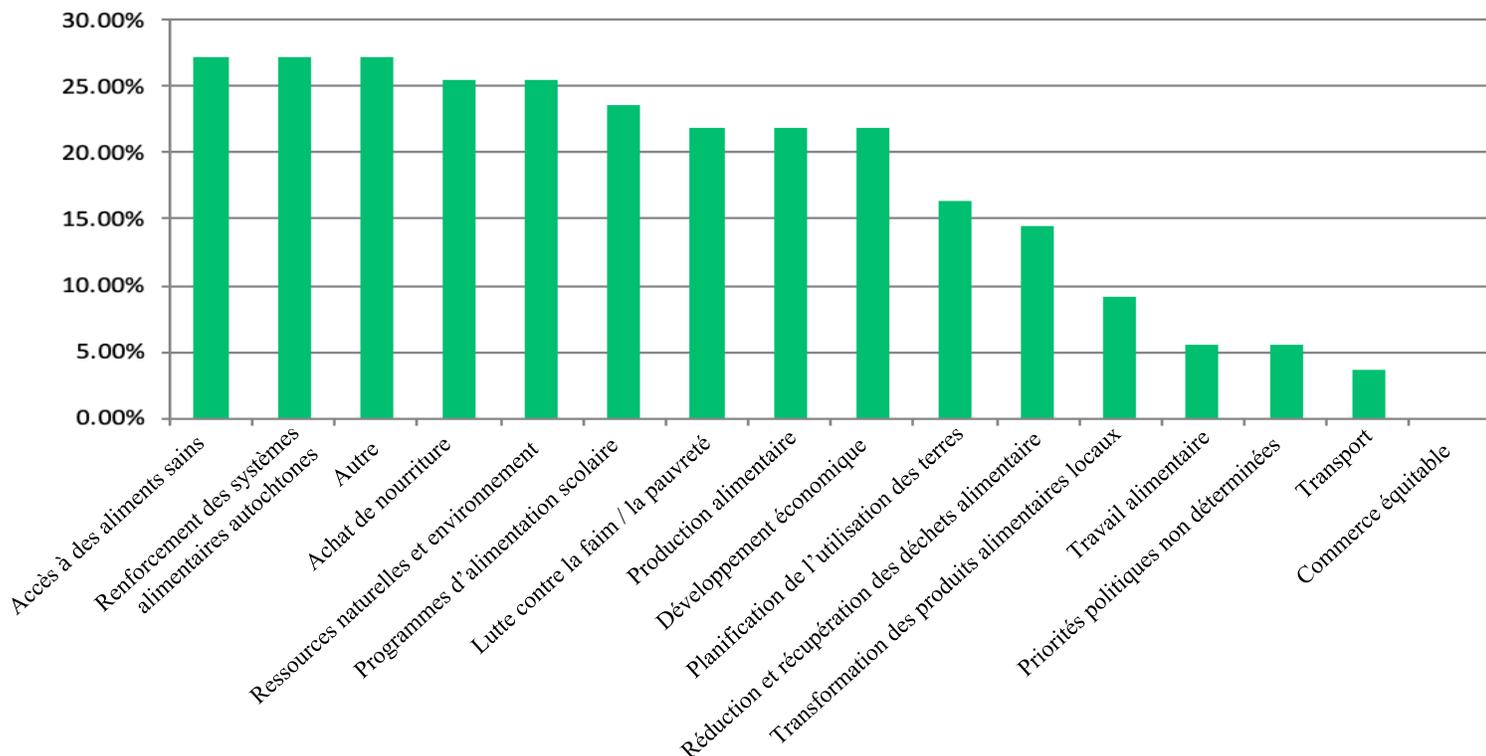
Vous trouverez ci-dessous une liste des initiatives de gouvernance des systèmes alimentaires nommées par les répondants.

Acting Together for Food Policy Workshops	County and city official plan development	Federal Government Food Waste Report
Ad-hoc Working Group on National Food Policy Council	Création d'une table de mobilisation sur la sécurité alimentaire	Federal Pre-Budget Consultations and Submissions 2019, 2020
Dietitians of Canada's Sustainable Food Systems initiative	Developing regional food action plans (Halifax & Cape Breton): 2019-2021.	National School Food Program - Submitted house of commons petitions in November 2019.
Ontario Food and Nutrition Strategy (2010-2018)	Development of a Canadian Agricultural Human Resource Council in the early 2000's	Flocking Options - successful campaign to influence change in provincial chicken policy
Canada Food Guide (Guide alimentaire canadien)	Development of the Ontario Food and Nutrition Strategy, 2010 to 2017	Municipal (and Regional) Food Policy Network
Canadian Food Security Policy Group - hosted by CCIC	Eastern Ontario First Nations Working Group (South Nation Conservation Authority)	Vote ON Food - provincial and municipal election campaigns
Climate Smart Agriculture project (2020-)	Eat Think Vote 2015 Election Campaign	Food Action Network - Thunder Bay
Coalition for Healthy School Food	Healthy Eating Strategy	Food and Agriculture Economic Development Forum (2019) - Haliburton County
Coalition to Ban Terminator Seeds in Canada	Winnipeg Food Council 2008-2017	Food policy forums organized by Ontario Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs
Commission sur les pesticides	Federal Election	
Consultation publique sur l'agriculture urbaine à Montréal		

Foodscares Bus Tour (2019, Halifax) for public officials and community partners	Thunder Bay & Area Food Strategy	Politique bioalimentaire du Québec
Halifax Food Charter	Thunder Bay Food Charter	Healthy Eating Strategy (Stratégie canadienne de saine alimentation)
Forum agroalimentaire MRC Papineau (2015 and 2020)	Meat Industry Engagement Panel 2019	Provincial initiatives impacting food producing lands
GMO Inquiry - 2015	Municipal election – Ottawa	Public Trust Steering Committee (pan-Canadian)
Greater Sudbury Food Strategy (2017)	Municipal official plan revisions	Régie des Marchés agricoles
Greenbelt Plan, Growth Plan, Provincial Policy Statement, etc. (consulted and provided feedback)	OFA National Food Strategy initiative	Rencontres pour l'élaboration de la Politique bio-alimentaire du Québec
Held a consensus conference on front-of-package, shelf and menu labelling	Ontario Poverty Reduction Plan	Rural Agricultural Innovation Network Roundtables
Held a consensus conference on unhealthy food and beverage marketing (2011)	Organic Value Chain Round Table and Seed Sector Round Table	Safe Food for Canadians Consultations (CFIA)
Indigenous Food Circle Roundtables 2018-19	Organized a collective action for a universal school food program with 12 other orgs and farms and the CSDM	Seeds Act and Seeds Regulations in Canada
Local Food and Farm Coops regional roundtables	Ottawa Food Policy Council	Supporting Our Food Southeast NB's Food Pledge
Kingston's Community Gardens Policy	Participation à une série d'initiatives suite au dépôt d'avis d'opposition au renouvellement pour 15 ans des herbicides à base de glyphosate	Système alimentaire montréalais
Local Wild Game Access Regulations - Indigenous Food Circle, Health Unit, 2018-2020	Participation in City of Greater Sudbury Official Plan review beginning in 2013 - led to "Local Food Systems" section and a Local Food Action Strategy	Table Faim Zéro from Fondation du Grand Montréal
Procurement Policies		Toronto Food Policy Council
		Toronto Poverty Reduction Plan

Principales priorités politiques

Nous avons posé une question sur les trois principales priorités politiques des organisations. Le tableau ci-dessous présente les réponses les plus courantes.



Vous trouverez ci-dessous quelques observations sur la manière dont les priorités politiques s'articulent à différentes échelles et dans différents secteurs d'activité :

Échelles

- Les priorités politiques se trouvent principalement (c'est-à-dire sont surreprésentées) au niveau municipal : aménagement du territoire, gaspillage alimentaire et, dans une moindre mesure, accès à une alimentation saine et développement économique.
- Les priorités politiques se trouvent principalement (c'est-à-dire sont surreprésentées) au niveau provincial-territorial : les programmes alimentaires scolaires et la souveraineté alimentaire autochtone.
- C'est au niveau national que les priorités politiques étaient les plus diverses (c'est-à-dire qu'il y a un manque de consensus).
- Les deux mentions de la souveraineté alimentaire dans la catégorie "autres" concernaient l'échelle nationale.
- La transformation locale des aliments n'était présente qu'à l'échelle municipale et provinciale-territoriale.
- Le programme alimentaire scolaire a été principalement mentionné comme un enjeu provincial-territorial et municipal.

Secteurs d'activité

- On note de possibles sous-catégories parmi les répondants - certains secteurs où il y a du travail en silo et des lacunes.
- Les organisations qui répondent que l'agriculture est l'un de leurs principaux secteurs d'activité n'indiquent pas la lutte contre la faim et la pauvreté comme étant une de leurs priorités politiques.
- Les organisations qui répondent que l'agriculture est l'un de leur principal secteur d'activité sont moins susceptibles d'indiquer que la souveraineté alimentaire des populations autochtones est une de leurs priorités politiques.
- Aucune des organisations ayant répondu que les systèmes alimentaires étaient un de leurs principaux secteurs d'activité n'a indiqué que la main d'œuvre du secteur agroalimentaire était une de leurs priorités politiques.
- Les organisations qui ont répondu que les systèmes alimentaires étaient un de leurs principaux secteurs d'activité ont un peu moins tendance (que la moyenne) à indiquer que la souveraineté alimentaire des Autochtones est une de leurs priorités politiques.

Implication des organisations dans les initiatives passées de politique alimentaire

Dans le sondage, les répondants ont indiqué leur niveau d'implication dans une série d'initiatives passées de gouvernance des systèmes alimentaires à l'échelle nationale.

Commission alimentaire populaire (fin des années 1970) : Seuls quatre répondants ont indiqué avoir été impliqués. Il est à noter que la plupart des organisations ont indiqué qu'elles n'étaient pas créées à l'époque de la Commission alimentaire populaire.

Politique alimentaire populaire pour le Canada (2007-2011) : Seules 13 des 66 personnes interrogées ont indiqué avoir été impliquées activement. Trois organisations ont indiqué qu'elles n'étaient pas encore établies, et 14 ont indiqué qu'elles ne savaient pas de quoi il s'agissait.

Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, Mission au Canada (2012) : Comme pour la politique alimentaire populaire pour le Canada, 13 des 66 personnes interrogées ont indiqué avoir été impliquées activement.

Politique alimentaire pour le Canada (2017-2018) : 33 organisations ont noté un niveau important de participation de divers types.

Ces résultats soulignent l'intérêt de documenter et de partager ces récits de gouvernance des systèmes alimentaires afin d'accroître la sensibilisation et la compréhension de la manière dont le mouvement alimentaire a grandi et évolué au fil du temps. L'équipe de recherche travaille actuellement sur des documents vidéo, audio et écrits afin de consigner les récits et les différentes expériences liés à ces récits.